

CONVENTION DE PARTENARIAT PLAN HERBE

Préservation de la ressource en eau et de
l'élevage à l'herbe sur les bassins versants de
la Moselle et de la Meurthe

GrandNancy
COMMUNAUTÉ URBAINE & RURALE

**PAYS DU
LUNÉVILLOIS**

**terres de
Lorraine**
LE PAYS COOPÉRATIF

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
**Sel
& Vermois**

**CHAMBRE
D'AGRICULTURE**
MEURTHE-ET-MOSELLE

DÉPARTEMENT
**MEURTHE
MOSELLE**

**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**
Liberté
Égalité
Fraternité

**AGENCE
DE L'EAU
RHIN-MEUSE**

SOMMAIRE

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| Sommaire | 1 |
| ARTICLE I. DEFINITION D'UN « PLAN HERBE », DEMARCHE DE PRESERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU ET DE L'ELEVAGE..... | 3 |
| ARTICLE II. PERIMETRE DU « PLAN HERBE » ET HISTORIQUE | 3 |
| ARTICLE III. ELEMENTS DE DIAGNOSTICS SUR LES DEUX BASSINS VERSANTS..... | 6 |
| III.1 BASSIN VERSANT DE LA MEURTHE | 6 |
| III.1.1 Données agricoles | 6 |
| III.1.2 Captages et alimentation en eau potable | 7 |
| III.1.3 Protection des milieux naturels | 7 |
| III.2 BASSIN VERSANT DE LA MOSELLE..... | 8 |
| III.2.1 Données agricoles | 8 |
| III.2.2 Captages et alimentation en eau potable | 9 |
| III.2.3. Protection des milieux naturels..... | 9 |
| ARTICLE IV. PISTES DE TRAVAIL DU « PLAN HERBE » | 10 |
| IV.1 OBJECTIFS ET ENJEUX | 10 |
| IV.1.1 Axes d'action | 11 |
| Axe 1 : Soutenir l'élevage à l'herbe et l'agriculture biologique et renforcer la résilience des exploitations respectueuses de la qualité de l'eau, de la biodiversité et du climat | 11 |
| 1. Accompagner individuellement et collectivement les agriculteurs dans leurs pratiques..... | 11 |
| 2. Déployer les dispositifs d'accompagnement financiers les plus adaptés..... | 12 |
| 3. Identifier des débouchés pérennes et organiser les filières courtes et longues garantissant la viabilité des exploitations agricoles | 12 |
| 4. Renforcer l'attractivité de l'activité « élevage à l'herbe »..... | 12 |
| Axe 2 : Préserver la biodiversité des prairies | 12 |
| 1. Développer et accroître la connaissance | 12 |
| 2. Mettre en place des actions de gestion de l'eau | 12 |
| Axe 3 : Renforcer l'attractivité du territoire et la cohésion entre ses acteurs..... | 13 |
| 1. Valoriser et communiquer | 13 |
| 2. Animer..... | 13 |
| ARTICLE V. GOUVERNANCE ET SUIVI DE LA CONVENTION | 14 |
| ARTICLE VI. ENGAGEMENTS DES PARTIES PRENANTES..... | 15 |
| VI.1 ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES | 15 |
| VI.2 ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE DU GRAND NANCY..... | 15 |
| VI.3 ENGAGEMENTS DU PAYS DU PETR DU LUNEVILLOIS..... | 16 |
| VI.4 ENGAGEMENTS DU PAYS TERRES DE LORRAINE | 16 |
| VI.5 ENGAGEMENTS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL..... | 16 |
| VI.6 ENGAGEMENTS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE | 16 |

| | |
|--|-----------|
| VI.7 ENGAGEMENTS DE L'AGENCE DE L'EAU | 17 |
| VI.8 ENGAGEMENTS DE CHAQUE STRUCTURE DU « PLAN HERBE » | 17 |
| ARTICLE VII. SUIVI ET EVALUATION | 18 |
| VII.1 EVALUATION DE L'ANIMATION | 18 |
| VII.2 EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS | 18 |
| VII.3 EVALUATION DE L'IMPACT DU « PLAN HERBE » | 18 |
| ARTICLE VIII. EVOLUTIONS INSTITUTIONNELLES DES COMPETENCES..... | 19 |
| ARTICLE IX. COMMUNICATION CONJOINTE | 19 |
| ARTICLE X. CONFIDENTIALITE | 19 |
| ARTICLE XI. RGPD – DONNEES A CARACTERE PERSONNEL..... | 20 |
| ARTICLE XII. MODIFICATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT..... | 20 |
| SIGNATURE DES PARTIES | 20 |

Dans un contexte de dégradation de la qualité des masses d'eau et d'apparition de non-conformités de l'eau potable dues au micropolluants, une démarche de préservation de la ressource en eau potable multipartenariale permettra de concilier la préservation de la qualité de l'eau, la biodiversité, la résilience économique et écologique des exploitations d'élevage, le maintien des surfaces en herbe et la valorisation des produits issus de systèmes herbagers.

ARTICLE I. DEFINITION D'UN « PLAN HERBE », DEMARCHE DE PRESERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU ET DE L'ELEVAGE

Les services rendus par les surfaces en herbe ne sont plus à démontrer : elles limitent les transferts de polluants, jouent un rôle contre l'érosion, sont le support d'habitats pour de nombreuses espèces végétales et animales. De plus, elles sont un réservoir de puits de carbone. Elles ont ainsi une importance majeure pour la préservation des ressources en eau et la biodiversité. Pour autant, les surfaces en herbe ne cessent de diminuer, au niveau national comme dans le bassin Rhin-Meuse. Ce sont ainsi 41 % des surfaces de prairies qui ont diminué entre 1970 et 2010 sur le bassin, au profit de surfaces en grandes cultures.

Depuis 2015, l'Agence de l'eau Rhin-Meuse a développé un certain nombre d'outils afin de préserver les surfaces en herbe et les systèmes d'élevage herbagers en ciblant les aides sur les secteurs à enjeux pour l'eau et la biodiversité, constituant le socle du « Plan Herbe ».

Une démarche de préservation de type « Plan Herbe » vise à élaborer un projet de territoire, multipartenarial et spécifique au soutien de l'élevage à l'herbe et des prairies sur les zones à enjeux, en conciliant :

- Préservation du bon état des eaux, en particulier l'eau potable,
- Préservation de la biodiversité,
- Adaptation et atténuation du changement climatique,
- Renforcement de la résilience économique et écologique des exploitations d'élevage herbagères face aux aléas économiques et climatiques,
- Réappropriation des qualités des produits issus de système herbagers par tous les consommateurs du territoire et développement de filières locales et longues.

Un « Plan Herbe » se décline ensuite à partir d'un ou plusieurs objectif(s) prioritaire(s), à partir duquel on définit des axes de travail, leviers d'action et enfin des propositions d'actions concrètes.

La présente convention de partenariat constitue une concrétisation territoriale de la stratégie de soutien de l'élevage à l'herbe et des prairies, désignée comme « Plan Herbe ».

ARTICLE II. PERIMETRE DU « PLAN HERBE » ET HISTORIQUE

La stratégie proposée résulte d'une construction progressive depuis 2023 marquée par des engagements forts de la Métropole du Grand Nancy, du PETR du Lunévillois, du Pays Terre de Lorraine, de la communauté de Communes Sel et Vermois, de la Chambre d'agriculture de Meurthe et Moselle et du Conseil Départemental de Meurthe et Moselle :

- Les bassins versants de la Meurthe, de la Mortagne et de la Vezouze ont été identifiés par **l'Agence de l'eau** comme des territoires prioritaires pour la mise en place d'un « Plan Herbe », avec un enjeu **qualité de l'eau**, puisqu'ils sont contributeurs de la future prise d'eau de la Métropole du Grand Nancy, mais également en raison d'un fort enjeu **biodiversité**.

Ce bassin versant couvre quatre communautés de communes comprises dans le périmètre du **PETR du Pays du Lunévillois**. De ce fait, dans le cadre du **Contrat d'Objectif Territorial** de transition écologique, le **PETR du Pays du Lunévillois** décide en 2025 de pouvoir développer des pratiques agroécologiques pour maintenir la qualité de l'eau.

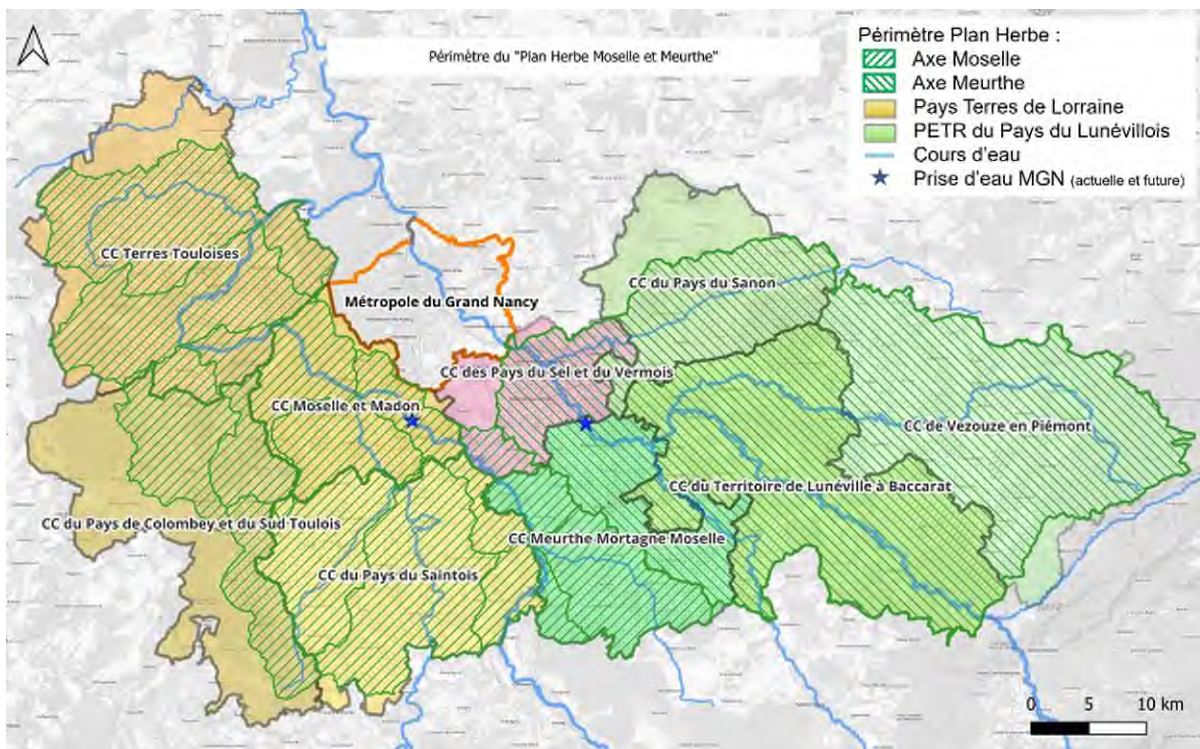
- **La Métropole du Grand Nancy** prélevant son eau potable sur la Moselle au niveau de Richardménil, identifie comme prioritaire le bassin versant de la Moselle au titre de **l'enjeu qualité de l'eau**.
- Sur le bassin versant de la Moselle, le **Pays Terres de Lorraine** s'est engagé dans une **trajectoire de transition agricole et alimentaire** en 2024 dont un des défis majeurs est le développement des pratiques agroécologiques et le soutien à un élevage de qualité (maintien prairies et autonomie fourragère...). De plus, il anime une démarche collective « **EAU et CLIMAT** » associant les collectivités compétentes en matière d'alimentation en eau potable en partenariat avec l'Agence de l'Eau Rhin Meuse (Contrats Territoriaux Eau et Climat). Enfin, les communautés de communes du territoire pilotent des « **plans climat** » intégrant un volet agricole.
- **Le Département de Meurthe-et-Moselle** est quant à lui pilote depuis 2016 du **Projet Alimentaire Territorial (PAT) Sud 54** dont l'objectif est de développer des circuits et filières alimentaires de proximité pour soutenir l'économie locale et répondre à la demande des consommateurs en produits locaux. Ce PAT couvre toute la moitié sud du département. Le Département co-anime également avec la Chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle un réseau de **fermes ambassadrices** ayant engagé des actions en faveur de la biodiversité et de l'agroécologie.
Il est gestionnaire des sites ENS départementaux de la Vallée de la Meurthe et de celle du Madon Brénon et y anime la politique Natura 2000, en proposant notamment des Mesures Agro-Environnementales et Climatiques (MAEC) aux exploitants.
Via son agence technique **MMD54**, il est également animateur de démarches de la protection des **captages** et plus largement, il porte un **plan départemental de l'eau**.
Il contribue également à l'amélioration des **conditions foncières d'exploitation** en accompagnant des opérations d'aménagement foncier ou des Échanges et Cessions d'Immeubles Ruraux (ECIR).
Plus largement, il soutient financièrement un ensemble d'organisations agricoles, via une **charte agricole** renouvelée tous les ans.
- **La Chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle** accompagne les exploitations agricoles depuis plusieurs années dans la mise en œuvre de pratiques agroécologiques et de changements de systèmes plus résilients, notamment en mobilisant des outils tels que la conversion à l'agriculture biologique et les MAEC Systèmes mais aussi en animant des groupes d'exploitations (gestion de parcelles, groupes élevage).
Sur le **PETR du Pays du Lunévillois**, une action sur les diagnostics « eau » dans les exploitations d'élevage a été également initiée en 2024. Elle accompagne également les opérateurs Natura 2000 dans la mise en place d'actions agricoles (MAE Natura 2000...).
Elle participe également en lien avec les collectivités à la valorisation de produits locaux avec les CC de Lunéville à Baccarat et Vezouze en Piémont.
Sur le **Pays Terres de Lorraine**, elle a mené une animation importante (opérations Agri Mieux, Agr'Eau Madon et Esch Plateau de Haye) et le programme agroécologie (sensibilisation aux pratiques agroécologiques, promotion de HVE, de l'AB, diagnostics Eau dans les exploitations d'élevage, repérage agricole territorial).

Enfin, elle participe, en lien avec les collectivités, à la valorisation de produits locaux avec les CC de Moselle et Madon, Pays de Colombey et du Sud Toulais.

- La **CC des Pays du Sel et Vermois** est concernée par les bassins versants de la Meurthe et de la Moselle et fait face à des enjeux de dégradation de la qualité de l'eau sur le secteur de Crévic avec des problématiques du fait de la présence de nitrates et de pesticides. Une démarche de protection des captages est engagée. En outre, l'EPCI met en place des actions en partenariat avec les agriculteurs du territoire, visant à accompagner une agriculture en mutation, pour engager le territoire vers une agriculture durable et circulaire. Cette démarche croise les besoins de préservation de la biodiversité, la résilience économique et écologique des exploitations, et la préservation de la qualité de la ressource en eau. Le projet de territoire et le PCAET sont les outils de déploiement de l'ensemble de ces actions.

Par conséquent, il est proposé d'initier un « Plan Herbe » avec deux axes sur 2 territoires distincts, selon une logique de bassins versants avec une gouvernance commune :

- **Bassin versant de la Meurthe** : Meurthe, Mortagne, Vezouze, Sânon
- **Bassin versant de la Moselle** : Moselle, Madon, Brénon



ARTICLE III. ELEMENTS DE DIAGNOSTICS SUR LES DEUX BASSINS VERSANTS

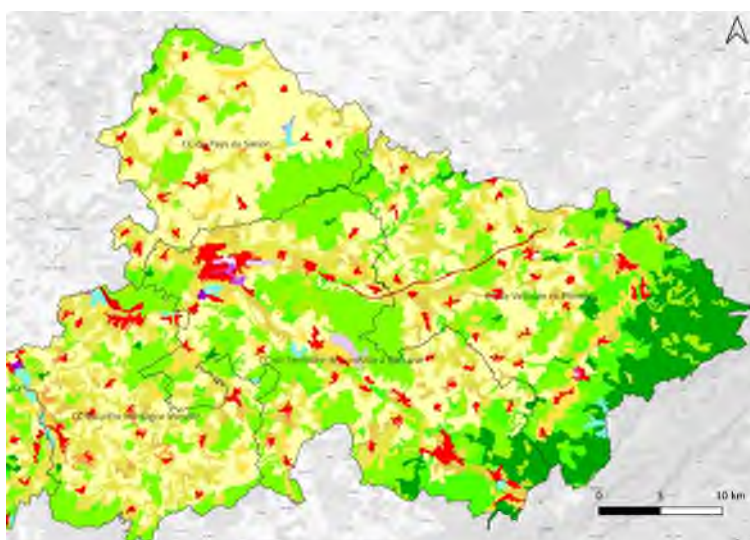
III.1 BASSIN VERSANT DE LA MEURTHE

Le périmètre concerne les bassins versants de la Meurthe (partie médiane comprise entre Thierville-sur-Meurthe et la confluence avec le Sânon), de la Mortagne aval, de la Vezouze et du Sânon.

Les principaux EPCI ou regroupements du bassin versant sont :

- La **CC des Pays du Sel et du Vermois**, présente également sur l'axe « Moselle » ;
- Le **PETR du Pays du Lunévillois**, membre du COPIL du PAT Sud 54, porteuse du COT de transition écologique et structure porteuse du programme LEADER, regroupant les EPCI suivants :
 - La **CC de Vezouze en Piémont** - Gestionnaire de la Zone Natura 2000 de la Vezouze ;
 - La **CC du Territoire de Lunéville à Baccarat** – porteur d'un PCAET ;
 - La **CC Meurthe Mortagne Moselle** (partie est)
 - La **CC du Pays du Sânon**.
- La **Métropole du Grand Nancy (MGN)**, dans une logique d'adaptation au changement climatique, le projet de diversification de la ressource en eau de la Métropole du Grand Nancy, consistant à disposer d'un prélèvement complémentaire dans la Meurthe, est plus que jamais stratégique pour la sécurisation de l'alimentation en eau du Grand Nancy. A ce titre, il est primordial de préserver dans le temps la qualité de l'eau brute de la Meurthe.

III.1.1 Données agricoles



Pour les 4 communautés de communes du PETR du Lunévillois, le Registre Parcellaire Graphique (RPG) 2022 fait état de 71 100 ha exploités par 573 exploitations (source Recensement Général Agricole 2020), dont 37 000 ha de surfaces à Bas Niveau d'Impact (BNI), soit 52%.

[NB : Les données agricoles issues des RPG portent sur les périmètres de communautés de communes dans leur entièreté.]

La prairie (temporaire PT + permanente PPH) représente 43 % de la Surface Agricole Utile (SAU), avec des disparités importantes entre intercommunalités :

- 25 % sur la CC du Pays du Sânon (dont 18 % de prairies permanentes PPH)
- 44 % sur la CC3M (dont 36 % de Prairies permanentes PPH)
- 50 % sur la CC de Vezouze en Piémont (dont 40 % de PPH)
- 51 % sur la CC du Territoire de Lunéville à Baccarat (dont 43 % de PPH)

Pour la CC du Pays du sel et du Vermois, la SAU concernée est de 7 900 ha exploités par 126 agriculteurs ; la part de prairies sur le territoire est de 48 % dont 43 % de prairies permanentes.

III.1.2 Captages et alimentation en eau potable

Au-delà de la future prise d'eau de la MGN située à Vigneulles, plusieurs collectivités ou syndicats prélèvent de l'eau superficielle ou souterraines sur la Meurthe pour l'alimentation d'eau potable. Ces données sont résumées dans le tableau suivant.

| Volume prélevés et répartis par communautés de communes (en m3 ; données SISPEA 2022) | | |
|--|------------------------------------|-----------|
| PETR Lunévillois | CC Meurthe Mortagne Moselle | 788 242 |
| | CC Territoire Lunéville à Baccarat | 2 357 288 |
| | CC Vezouze en Piémont | 52 975 |
| | CC du Pays du Sânon | 430 857 |
| CC du Pays du Sel et du Vermois | | 2 466 814 |

III.1.3 Protection des milieux naturels

On notera les périmètres de protection concernant des espaces prairiaux suivants :

| Nom | Gestionnaire | Surface site (ha) | Remarques / Actualités |
|---|-----------------------|---------------------------------|--|
| ENS et Natura 2000 « Vallée de la Meurthe » | CD 54 | 1 723 (ENS) 2 034 (N2000) | Le CD54 a réactivé sa politique foncière sur le site et a déjà acquis près de 201ha. Il est prévu la mise en place du droit de préemption ENS sur le périmètre défini, qui pourrait être élargi pour envisager des échanges de parcelles ultérieurs. Au titre de N2000, mise en place de mesures agroenvironnementales (MAEC) depuis de nombreuses années. Cet espace constitue une zone de filtration très importante pour la qualité de l'eau prélevée, dont future prise d'eau de la Métropole. |
| ENS et Natura 2000 « Vallée de la Vezouze » | CC Vezouze en Piémont | 1179 (ENS) 1636 (N2000) | Au titre Natura 2000, un diagnostic technique et socio-économique a été réalisé en 2022 sur la gestion des prairies. Le DOCOB est en cours d'actualisation et des MAEC sont proposées depuis de nombreuses années. |

Pour les 4 communautés de communes du Pays Terres de Lorraine, le RPG 2022 fait état de 66 680 ha exploités par 531 exploitations (source RGA 2020), dont 43 000 ha en surfaces BNI.

[NB : Les données agricoles issues des RPG portent sur les périmètres de communautés de communes dans leur entièreté.]

La prairie (PT + PPH) représente 44 % de la SAU, avec une moindre proportion de prairie sur la CC Terres Toulaises (38 %), le pourcentage se situant entre 45 et 50 % sur les 3 autres communautés de communes.

Le territoire compte par ailleurs 167 exploitations engagées en agriculture biologique.

III.2.2 Captages et alimentation en eau potable

Les prélèvements en eau superficielle et souterraines des collectivités sur la Moselle pour l'alimentation d'eau potable sont résumés dans ce tableau :

| Volume prélevés et répartis par secteurs (en m ³ ; données SISPEA 2022) | | |
|---|------------------------------------|------------|
| Pays Terres de Lorraine | CC Moselle et Madon | 1 243 805 |
| | CC Pays de Colombey et Sud Toulais | 782 386 |
| | CC Pays du Saintois | 9 384 |
| | CC Terres Toulaises | 42 868 |
| Métropole du Grand Nancy | | 17 568 256 |

III.2.3. Protection des milieux naturels

On notera les périmètres de protection concernant des espaces prairiaux suivants :

| Nom | Gestionnaire | Surface site (ha) | Remarques / actualité |
|---|----------------------------------|----------------------------------|--|
| RNR et Natura Moselle sauvage | CEN Lorraine Région Grand Est | 381 ha (RNR) 2335 ha (Natura) | Plan de gestion en cours, avec copil animé régulièrement par la Région Maitrise foncière de près de 400 ha par le CENL. Cet espace constitue une zone de filtration très importante pour la qualité de l'eau prélevée, dont prise d'eau actuelle de la Métropole. |
| ENS et Natura 2000 de la Vallée du Madon et du Brénon | Conseil départemental 54 | 1154 ha | Mise en place de mesures agroenvironnementales (MAEC) Etudes et suivis faune/flore en cours |
| ENS Prairies humides du sud Toulais | / | 368 ha | |

Ces éléments seront précisés pour les 2 territoires dans le cadre de la prestation d'animation externalisée décrite dans l'AXE 3 de la partie IV.1.1.

ARTICLE IV. PISTES DE TRAVAIL DU « PLAN HERBE »

IV.1 OBJECTIFS ET ENJEUX

Il est proposé que l'enjeu global de ce plan soit triple.

➤ **Protéger la ressource en eau**

Garantir de façon pérenne **la qualité et la quantité de la ressource en eau** en dégagant des solidarités et des complémentarités entre les territoires des bassins versants amont et les territoires utilisateurs de l'eau pour la production d'eau potable en aval. **Le maintien des prairies** concourt à la protection de cette ressource. Elles jouent par ailleurs un rôle important dans la **protection contre les inondations** des zones urbaines situées en aval, du fait de leur rôle tampon.

De même, un accent sera mis sur **l'agriculture biologique**, mode de production qui garantit la protection de la ressource par la non-utilisation de pesticides de synthèse et la faible utilisation d'intrant azoté.

➤ **Préserver la biodiversité des surfaces en herbe, gage d'un fourrage de qualité**

Préserver **la biodiversité des prairies**, notamment au sein des vallées alluviales, en considérant qu'une herbe riche, saine et diversifiée est la ressource la plus naturelle et la moins onéreuse pour nourrir le bétail et que l'accès au parc contribue de plus au bien-être animal. Cette diversité floristique profitera à tout un cortège d'espèces animales, inféodé aux prairies.

➤ **Contribuer à l'atténuation du changement climatique et favoriser la résilience des exploitations agricoles (adaptation)**

Le processus de stockage du carbone dans les prairies suit une croissance exponentielle pendant les 30-40 premières années, puis ralentit et tend vers un équilibre. **Ainsi, les prairies peuvent capter du carbone (surtout les premières années) et séquestrent dans la durée du carbone qu'il est nécessaire de conserver dans les sols.** Par ailleurs, il est indispensable d'adapter les systèmes d'élevage au dérèglement climatique en cours et également dans une vision d'anticipation de ce dérèglement.

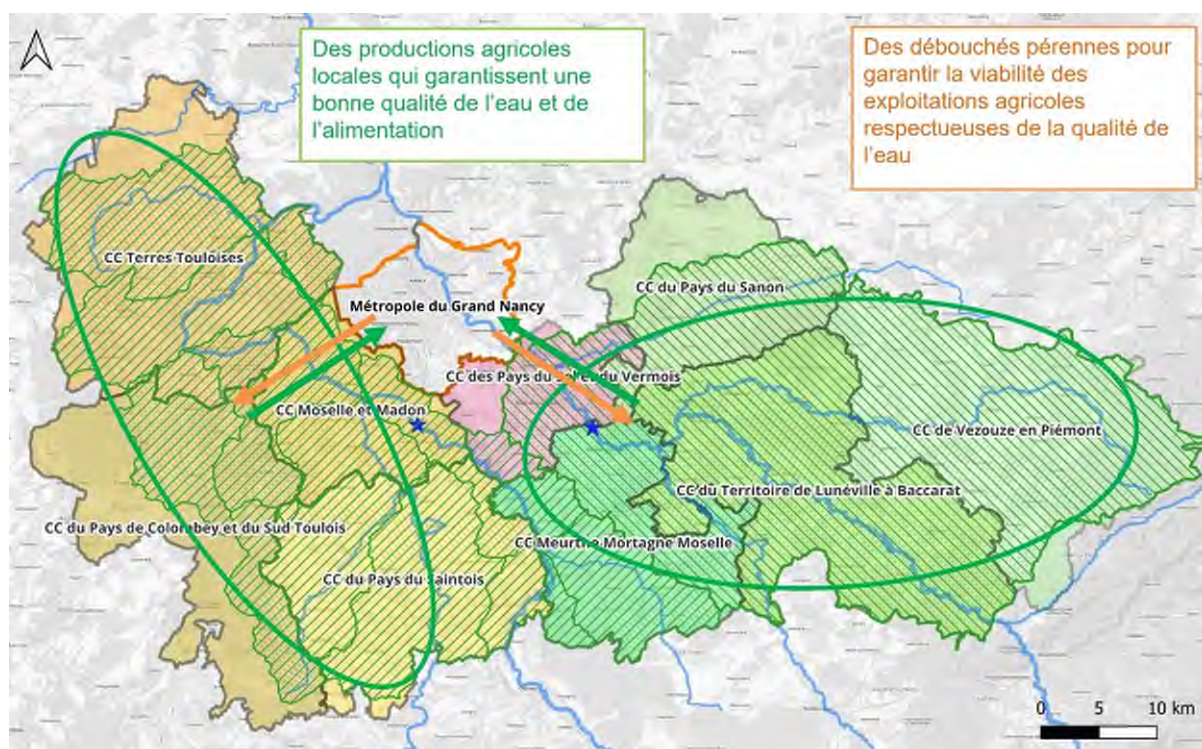
Les ressources en eau, la préservation de la biodiversité, la gestion des crues et la lutte contre le dérèglement climatique dans les bassins Meurthe et Moselle dépendent donc largement de l'avenir de l'élevage. Hélas, le contexte sociétal et économique actuel est plutôt défavorable au modèle de polyculture élevage.

Aussi, il convient d'assurer la pérennité du modèle économique de l'exploitation à l'herbe à travers :

➤ **Un appui aux éleveurs** pour valoriser et développer leurs systèmes herbagers dans le respect de la biodiversité,

➤ **Des réflexions et travaux** pour de nouvelles filières de production, de transformation et de distribution des produits de l'élevage, à l'échelle du bassin de consommation ou à une échelle plus large (filière semi longue, régionale ...).

Le projet du Marché d'Intérêt Local porté par la Métropole du Grand Nancy s'inscrit dans ce cadre de structuration et valorisation des filières résilientes et génératrices de nouvelles pratiques agricoles en assurant une diversité de débouchés.



Démarche partenariale du « Plan Herbe Moselle et Meurthe »

IV.1.1 Axes d'action

Les actions du « Plan Herbe » pouvant être entreprises se déclinent selon 3 axes avec la mobilisation d'outils adaptés à chaque territoire selon les orientations souhaitées par les différents acteurs.

Axe 1 : Soutenir l'élevage à l'herbe et l'agriculture biologique et renforcer la résilience des exploitations respectueuses de la qualité de l'eau, de la biodiversité et du climat

1. Accompagner individuellement et collectivement les agriculteurs dans leurs pratiques

- Favoriser l'expérimentation collective sur les techniques liées aux prairies et au pâturage et accompagner les exploitants agricoles afin d'être plus résilients face aux problématiques, notamment celles du changement climatique (agroforesterie, etc.) en visant l'autonomie alimentaire des troupeaux.
- Communiquer par retours d'expérience d'éleveurs ou d'expérimentations les méthodes de gestions efficaces de l'herbe afin de transmettre les expériences positives :
 - Mise en œuvre de diagnostics technico-économiques afin de simuler l'impact de la mise en place de ces nouveaux systèmes ou cultures,
 - Poursuite et renforcement des actions techniques faisant la promotion de ces systèmes,
- Favoriser le maintien des prairies, la remise en herbe et le maintien de l'agriculture biologique, voire son renforcement.

2. Déployer les dispositifs d'accompagnement financiers les plus adaptés

- Mesures Agroenvironnementales et Climatiques (MAEC), Paiements pour Services Environnementaux (PSE), Obligations Réelles Environnementales (ORE), etc.
- Aide à l'acquisition de matériel lié à la gestion de l'herbe pour accompagner les agriculteurs vers les nouvelles pratiques à bas niveau d'impact.

3. Identifier des débouchés pérennes et organiser les filières courtes et longues garantissant la viabilité des exploitations agricoles

- Recherche des opérateurs susceptibles d'offrir des débouchés aux systèmes à bas niveau d'impact produits,
- Mise en œuvre d'une étude de marché des filières susceptibles de contribuer à la protection de la ressource en eau,
- Inclure les produits issus d'élevage herbager et d'agriculture biologique par une mobilisation de filières territoriales (restauration hors-domicile, circuits-courts),
- Établir un partenariat urbain/rural afin d'appuyer la cohésion territoriale et de multiplier les débouchés en s'appuyant sur un axe « producteurs à consommateurs ».

4. Renforcer l'attractivité de l'activité « élevage à l'herbe »

Par exemple :

- Faciliter l'accès à la main d'œuvre,
- Mettre en place une aide mutuelle pour la répartition de la charge de travail et du matériel,
- Favoriser la mobilité foncière,
- Aide à l'installation et à la transmission des exploitations.

Axe 2 : Préserver la biodiversité des prairies

1. Développer et accroître la connaissance

- Combiner les compétences agricoles et écologiques afin de valoriser par les pratiques d'élevage des espaces à potentiel comme les prairies remarquables mais aussi de valoriser la gestion des prairies par la connaissance floristique ;
- Réaliser des études sur les vallées alluviales ainsi que les sites Natura 2000 et les Zones Humides afin de définir des programmes de préservation et de gestion.

2. Mettre en place des actions de gestion de l'eau

- Maîtrise foncière à fin d'acquisition de parcelles à forts enjeux de qualité de l'eau ou de biodiversité avec mise en place de baux environnementaux pour valoriser des prairies sensibles et limiter les risques d'inondations et de coulées de boue,

- Accentuer les contractualisations en MAEC et PSE afin de maintenir des pratiques agricoles vertueuses autour des sites protégés,
- Continuer les travaux de renaturation des cours d'eau et permettre une meilleure remise en état du réseau hydrographique associé afin de limiter les inondations et coulées de boues.

Axe 3 : Renforcer l'attractivité du territoire et la cohésion entre ses acteurs

1. Valoriser et communiquer

- Défendre une image renouvelée, attractive et pérenne de l'élevage à l'herbe ;
- Sensibiliser le grand public aux vertus des produits issus de l'élevage herbager, de l'agriculture biologique et à l'intérêt de consommer local et de qualité.

2. Animer

Sur les 2 territoires, 4 missions animations portées par les collectivités et la chambre d'agriculture sont créées sur la base des orientations définies par la gouvernance politique. Ces missions d'animations co-construisent les différentes actions, et les mettent en œuvre selon le domaine de compétence de leurs structures. Elles viseront notamment à :

- Assurer les missions d'animation nécessaires pour favoriser l'émergence et le maintien des actions liées à ce partenariat,
- Identifier les secteurs à risques afin de coordonner au mieux les divers leviers d'actions à mobiliser sur le territoire,
- Continuer à rechercher les divers leviers d'action encore non explorés et mobiliser les outils nécessaires à la réalisation des ambitions citées précédemment.

Ces missions indispensables pour mener à bien l'ensemble des actions ont vocation à être pérennisées pendant la durée de ce contrat.

Toutefois, et en préalable à la mise en place du dispositif, les partenaires signataires souhaitent identifier les actions communes et spécifiques les plus pertinentes à mettre en place. Ainsi, il est proposé de lancer dès 2025 **une prestation d'animation et de diagnostic territorial externalisée permettant de définir les priorités et stratégies d'actions sur la durée du contrat sur l'ensemble du périmètre du « Plan Herbe ».**

Cette prestation concerne notamment les 2 premiers axes. Ce regard extérieur permettra aux décideurs d'orienter les actions, de mutualiser les moyens et de réaliser des économies d'échelles là où cela s'avère pertinent, tout en préparant le terrain pour la déclinaison des actions par les animateurs locaux de chaque structure signataire.

ARTICLE V. GOUVERNANCE ET SUIVI DE LA CONVENTION

Le comité de pilotage est constitué d'un représentant des structures suivantes :

- La Métropole du Grand Nancy,
- Le PETR du Lunévillois,
- Le Pays Terres de Lorraine,
- La Chambre d'agriculture de Meurthe et Moselle,
- Le Conseil Départemental de Meurthe et Moselle,
- L'Agence de l'Eau Rhin-Meuse,
- La Communauté de Communes des Pays du Sel et du Vermois, qui a manifesté son engagement à intégrer le dispositif et rejoindra le comité de pilotage à l'automne 2025.

Le comité de pilotage se réunira *à minima* une fois par an pour permettre d'établir un bilan de l'année N et valider les actions à conduire pour l'année N+1 telles qu'elles ont été définies par le comité technique.

Il programme les actions prioritaires à conduire en année N+1. Il en évalue la réalisation annuellement, y compris les actions d'animation, et valorise les retours d'expériences pour faciliter l'essaimage des pratiques vertueuses à l'échelle du « Plan Herbe ».

De même, il pourra valider l'adhésion de nouveaux partenaires au « Plan Herbe » et définir leurs modalités de participation.

Le comité technique réunissant les représentants techniques des membres du comité de pilotage stratégique sera ouvert à tous les partenaires souhaitant proposer ou contribuer à des actions structurantes définies notamment dans le cadre de la prestation d'animation « priorités et stratégies d'actions » au « Plan Herbe Moselle et Meurthe. La composition de ce comité technique pourra être ouverte à l'intégration de nouveaux partenaires locaux ou ayant une expertise, des compétences particulières utiles au bon développement des actions (exemple : Région Grand Est, CEN Lorraine, EPTB Meurthe-Madon, Multipôle Nancy Sud Lorraine, etc.).

A ce titre, la Région Grand Est tiendra une place particulière du fait de son soutien financier adapté aux besoins des actions de la convention et concerté avec les partenaires financiers régionaux. Cela implique notamment une mobilisation des dispositifs d'aide pour l'accompagnement des filières et notamment des élevages à l'herbe (aide à l'installation des éleveurs, Programme Ambition Éleveurs notamment), de la protection de la ressource en eau (aides ouvertes dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêts (AMI) « Filières favorables à la préservation de la ressource en eau et de la biodiversité »), et de la préservation de la biodiversité (appel à projets Trame Verte et Bleue...).

Le **comité technique** construit les propositions techniques concrètes à développer pour l'ensemble des axes de travail souhaités. Il se réunit *a minima* une fois par an dans sa configuration complète pour favoriser un temps d'échanges entre tous les partenaires du projet et peut se réunir autant que de besoin sous une configuration restreinte et adaptée au domaine d'action ou secteur travaillé (filières par exemple).

ARTICLE VI. ENGAGEMENTS DES PARTIES PRENANTES

VI.1 ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES

Les signataires s'engagent à :

- ✓ Piloter et animer le « Plan Herbe » Moselle et Meurthe,
- ✓ Animer les comités techniques territoriaux et thématiques (filières, ...) en lien avec l'Agence de l'Eau Rhin Meuse pour fédérer l'ensemble des actions à mettre en œuvre. Ils associeront en tant que de besoin les partenaires techniques indispensables à la mise en œuvre des actions. Les comités techniques assurent notamment le secrétariat et propose l'ordre du jour du comité de pilotage. Ils fournissent un rapport annuel d'activité du « Plan Herbe » permettant de vérifier le bon déroulement des actions programmées,
- ✓ Promouvoir et inciter à l'implication des acteurs de la présente convention,
- ✓ Promouvoir indépendamment leur plan d'actions et participer au financement de ces derniers selon les enjeux et implications de chaque partenaire,
- ✓ Mettre en œuvre **la prestation d'animation et de diagnostic territorial sur l'ensemble du périmètre du « Plan Herbe » permettant de définir les priorités et stratégies d'actions sur la durée du contrat.** Celle-ci devra également permettre de définir une clé de répartition des financements par famille d'action via un état des lieux par la chambre d'agriculture et une prestation d'animateur auprès du collectif et des acteurs des territoires.

VI.2 ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE DU GRAND NANCY

La Métropole du Grand Nancy s'engage à :

- ✓ Participer à la coordination globale, notamment au portage des études nécessaires à la mise en place de la démarche avec la création d'un demi-poste pérenne,
- ✓ Participer à l'animation de la démarche, à la coordination et au fonctionnement des comités techniques et de pilotage en lien avec le Conseil Départemental.
- ✓ Rechercher les meilleurs financements possibles pour les actions.

VI.3 ENGAGEMENTS DU PAYS DU PETR DU LUNEVILLOIS

Le Pays du PETR du Lunévillois s'engage à :

- ✓ Recruter un chargé de mission « Plan Herbe » qui aura le rôle d'animation, de mise en œuvre et de suivi du programme d'action en lien avec les autres signataires,
- ✓ Contribuer à l'animation et à la communication collective de la démarche,
- ✓ Rechercher les meilleurs financements possibles pour les actions qui seront identifiées.

VI.4 ENGAGEMENTS DU PAYS TERRES DE LORRAINE

Le Pays Terres de Lorraine s'engage à :

- ✓ Mobiliser une personne dédiée au « Plan Herbe » qui aura un rôle d'animation, d'appui aux acteurs et de mise en œuvre des actions concrètes du plan d'actions axe « Moselle »,
- ✓ Contribuer à l'animation et à la communication collective de la démarche,
- ✓ Rechercher les meilleurs financements possibles pour les actions.

VI.5 ENGAGEMENTS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Le Conseil Départemental s'engage à :

- ✓ Participer à la coordination globale et l'animation de la démarche, à la coordination et au fonctionnement des comités techniques et de pilotage en lien avec la métropole et rendre compte de l'action réalisée sur le « Plan Herbe », en mobilisant un demi-poste,
- ✓ Mobiliser et coordonner ses différentes politiques publiques concourant directement ou indirectement à la protection des prairies et de l'eau (mobilité foncière, animation « captages », biodiversité, alimentation via le PAT Sud 54 et éducation à l'environnement via la Cité des paysages...).

VI.6 ENGAGEMENTS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE

La Chambre d'Agriculture s'engage à :

- ✓ Assurer l'animation agricole collective du « Plan Herbe » par le biais d'actions de sensibilisation sur les systèmes à Bas niveau d'impact et plus particulièrement l'herbe en cohérence avec le plan d'actions défini au sein du comité de pilotage,

- ✓ Contribuer à rechercher des dispositifs financiers adaptés (MAEC, PSE, ORE...) permettant d'accompagner les exploitants agricoles vers des systèmes BNI et les promouvoir en lien avec les collectivités,
- ✓ Accompagner les collectivités dans l'animation du comité technique,
- ✓ Contribuer à la communication collective de la démarche.

VI.7 ENGAGEMENTS DE L'AGENCE DE L'EAU

L'Agence de l'eau s'engage à :

- ✓ Contribuer à l'animation d'une construction collective de la présente convention portée par les collectivités et la Chambre d'agriculture,
- ✓ Apporter un appui financier optimisé aux collectivités porteuses d'une animation dédiée et à la chambre d'agriculture sur chaque territoire,
- ✓ Déployer un soutien financier adapté aux besoins des actions et concertées avec les partenaires financiers régionaux,
- ✓ Communiquer pour faire connaître et valoriser la démarche auprès de tous les acteurs pouvant avoir un rôle à jouer dans cette dynamique de long terme, et tout particulièrement auprès du grand public.

VI.8 ENGAGEMENTS DE CHAQUE STRUCTURE DU « PLAN HERBE »

Chaque structure du « Plan Herbe » s'engage à :

- ✓ Participer aux réunions (comités techniques, comités de pilotage, groupes de travail) organisées dans le cadre du « Plan Herbe »,
- ✓ Contribuer à la construction des programmes d'action annuels,
- ✓ Piloter, coordonner et animer, le cas échéant, les actions validées pour lesquelles elle s'engage, en tant que porteur ou partenaire, dans le but d'atteindre les objectifs fixés par la présente convention. Ces actions sont identifiées chaque année en coordination avec l'ensemble des partenaires et validées en comité de pilotage,
- ✓ Apporter le cas échéant un appui technique lié à son expertise,
- ✓ Accueillir et accompagner, le cas échéant et sur son territoire de compétences, des projets d'expérimentations visant à maintenir et développer les prairies, mieux valoriser les produits issus des élevages à l'herbe et améliorer le revenu des éleveurs,

- ✓ Rechercher les meilleurs financements possibles pour les actions.
- ✓ Contribuer à la communication du « Plan Herbe ».

ARTICLE VII. SUIVI ET EVALUATION

Le « Plan Herbe » sera évalué à différentes échelles et temporalités.

VII.1 EVALUATION DE L'ANIMATION

Il s'agit d'évaluer l'efficacité de la méthode de coordination et de co-construction d'un programme d'action sur les 5 années de la présente convention.

Cette évaluation sera réalisée par les pilotes, chaque année et ce jusqu'à la fin de la convention, elle sera ensuite partagée à l'ensemble des partenaires. Les indicateurs utilisés seront les suivants :

- Nombre de réunions organisées,
- Nombre de participants aux réunions,
- Taux de participation aux réunions,
- Retours qualitatifs des participants.

Cette évaluation participera à l'amélioration continue de l'animation et de la gestion du « Plan Herbe Moselle et Meurthe ».

VII.2 EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS

Il s'agit de mesurer l'état d'avancement et l'efficacité du programme d'actions annuel validé par le comité de pilotage. Cette évaluation sera réalisée par les porteurs des actions et partagée à l'ensemble des partenaires aux moyens d'indicateurs qui seront définis au sein de chaque groupe de travail par les structures porteuses et partenaires concernées.

VII.3 EVALUATION DE L'IMPACT DU « PLAN HERBE »

Il s'agit d'évaluer l'impact du « Plan Herbe », c'est-à-dire d'évaluer dans quelle mesure les programmes d'actions mis en œuvre sur la durée de la convention (2025-2030) ont permis de préserver la qualité de l'eau, de pérenniser les surfaces en herbe, d'améliorer la qualité floristique et faunistique des prairies, de développer de nouvelles surfaces et de maintenir l'élevage herbager.

Cette évaluation sera réalisée par les pilotes une première fois à mi-parcours (2027), et une seconde fois à l'issue du projet. Elle sera partagée à l'ensemble des partenaires.

Les indicateurs utilisés seront les suivants :

- Objectif 1 : Protéger la ressource en eau par la pérennisation voire le développement des surfaces en herbe :
 - Indicateurs d'impact : surface des prairies (permanentes + temporaires) déclarée à la Politique Agricole Commune (PAC), taux d'évolution de ces surfaces
 - Indicateur de suivi : qualité de l'eau (taux de nitrates et pesticides) sur les captages

- Objectif 2 : Améliorer la qualité floristique et faunistique des prairies
 - Indicateurs d'impact : surface déclarée à la PAC en prairies permanentes
 - Sur les surfaces identifiées comme étant d'intérêt pour la réalisation d'une action, un état des lieux et un bilan pourront être réalisés à l'aide d'un inventaire faune-flore
- Objectif 3 : Maintenir l'élevage herbager
 - Indicateurs d'impact : nombre d'exploitations d'élevage en activité sur le périmètre du « Plan Herbe », taux d'évolution des surfaces déclarées en prairies (permanentes + temporaires) à la PAC, nombre de nouvelles exploitations d'élevage créées, nombre de fermes transmises, évolution du mode d'exploitation d'élevage

D'autres indicateurs pourront aussi être ajoutés (si besoin) après la définition du programme d'actions.

ARTICLE VIII. EVOLUTIONS INSTITUTIONNELLES DES COMPETENCES

En cas d'évolutions institutionnelles des compétences ou des organisations des parties signataires, la gouvernance de la présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant, conformément à l'article XII de la présente convention. Les parties concernées informeront les autres et s'attacheront à poursuivre, dans toute la mesure du possible et si besoin sous des formes adaptées, les coopérations engagées et les actions communes.

ARTICLE IX. COMMUNICATION CONJOINTE

L'ensemble des parties prenantes de cette convention conviennent de valoriser conjointement les actions développées pour soutenir l'élevage à l'herbe et les prairies des territoires de ce « Plan Herbe » dans un cadre de communication commun.

Les programmes d'actions annuels de chaque partie à la présente convention seront communiqués à l'Agence de l'Eau en vue d'alimenter un plan de communication annuel conjoint.

ARTICLE X. CONFIDENTIALITE

Chaque partie s'engage à garder confidentielle toute information donnée comme telle provenant d'une autre partie et à exiger du personnel placé sous son autorité le respect des obligations en découlant, sauf disposition législative ou réglementaire contraire.

Il est convenu que si une partie entend communiquer à un tiers l'une de ces informations, elle devra obtenir le consentement écrit des autres parties, sauf disposition législative ou réglementaire contraire.

ARTICLE XI. RGPD – DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les parties s'engagent à respecter les dispositions du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) 2016/679 du 27 avril 2016 et de la loi 78-17 dite « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée ou toute réglementation amenée à les amender ou les compléter.

ARTICLE XII. MODIFICATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT

La présente convention de partenariat peut être modifiée, par voie d'avenant signé par les différentes parties et à l'initiative de l'une quelconque d'entre elles, dès lors que cela ne remet pas fondamentalement en cause le contenu et/ou les objectifs de la présente convention de partenariat.

En cas de modifications plus importantes de contenu et/ou d'objectifs de la convention de partenariat proposées par une des parties, une nouvelle convention devra être conclue.

La présente convention compte 20 pages, incluant une annexe, partie intégrante et indissociable de la convention.

La convention est établie en 6 exemplaires originaux.

SIGNATURE DES PARTIES

Fait à Rozérieulles, le

La Métropole du Grand Nancy

Le PETR du Lunévillois

Le Pays Terres de Lorraine

Le Conseil Départemental de Meurthe et Moselle

La Chambre d'Agriculture de Meurthe et Moselle

L'Agence de l'eau Rhin-Meuse

